



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Préfecture de la Vendée
Tour Jean Moulin
UD85 DREAL
29 rue Delille
85922 La Roche-sur-Yon cedex 09

La Roche-sur-Yon, le 17 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE

Zone d'activités de la Croix Boiziau
Rue de l'Industrie
85600 Montaigu-Vendée

Références : DENV.2025.135
Code AIOT : 0006302999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE implanté Zone d'activités de la Croix Boiziau Rue de l'Industrie 85600 Montaigu-Vendée. L'inspection a été annoncée le 18/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE
- Zone d'activités de la Croix Boiziau Rue de l'Industrie 85600 Montaigu-Vendée
- Code AIOT : 0006302999
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE est spécialisée dans la fabrication et la formulation de peintures. Ces peintures sont destinées essentiellement à des industriels. L'exploitant élabore et prépare les formulations à destination de ses clients. L'exploitant exerce également sur le site des activités d'élaboration de résine avec des charges minérales (sables) destinées à l'application routière.

L'établissement a été autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation (arrêté n°01/DRCLE/1-69), en date du 12 février 2001. À la suite d'un incendie, des prescriptions complémentaires ont été imposées par arrêté préfectoral en date du 28 janvier 2009.

À la suite des modifications apportées aux rubriques de la nomenclature ICPE en 2015, l'exploitant a obtenu un "donné acte" du préfet de la Vendée, daté du 20 avril 2016, et actant une antériorité au titre de la rubrique 4331.

L'exploitant a également procédé le 23 février 2016 à une déclaration pour des activités relevant

des rubriques 2515-1-c et 4331-3 dans un bâtiment voisin à l'établissement autorisé (environ 5 mètres du bâtiment principal).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure - État des stocks	AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mise en demeure - plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mise en demeure 2023 - aménagement de dispositifs de confinement	AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 3	Demande d'action corrective	<i>Travaux de mis en conformité en cours d'exécution</i>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Astreinte administrative	Arrêté Préfectoral du 27/11/2024, article 1	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite avait pour objet de vérifier les suites données par l'exploitant aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 27 juillet 2023 et du 27 novembre 2024, ainsi qu'à l'arrêté du 27 novembre 2024 rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative journalière.

Concernant ce dernier arrêté, il fixait une astreinte journalière de 100 euros jusqu'à ce que l'exploitant se soit mis en conformité avec l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 27 juillet 2023. Ce dernier arrêté imposait à l'exploitant de régulariser sa situation administrative, soit en transmettant au préfet un dossier portant à sa connaissance les modifications effectuées sur le site (augmentation de la quantité de liquides inflammables stockés, extension de son activité au travers de celles exercées sur le site déclaré), soit en cessant ces activités irrégulières et se remettant dans les configurations originales. La présente visite a permis de constater que l'exploitant avait choisi cette seconde possibilité : la quantité de liquides inflammables entreposés avait été abaissée sous les seuils connus de l'administration, et des travaux ont été effectués pour séparer physiquement les deux entités (pose d'une clôture). Compte tenu de ces constats, l'inspection propose au préfet de lever l'astreinte journalière et de procéder à la liquidation en considérant la date du 20 janvier 2025 comme date de régularisation.

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 27 novembre 2024, il avait pour but d'imposer à l'exploitant de réaliser un état des stocks ainsi qu'un plan de défense incendie conformes aux dispositions réglementaires. L'inspection a permis de constater que ces documents étaient mis en œuvre. Des modifications sont attendues concernant le plan de défense incendie, néanmoins l'inspection propose au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure compte-tenu des actions engagées.

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 27 juillet 2023, la visite a porté sur le respect de la disposition imposant une rétention des eaux d'extinction d'un incendie. Une capacité de rétention

est déjà intégrée au bâtiment, mais son volume est inférieur au volume imposé par l'arrêté d'autorisation de 2001, soit 240 m³. Lors de la présente visite, des modifications étaient en cours (création d'une rétention déportée). Compte tenu de l'avancement de ces travaux, il n'est pas proposé de suites administratives autres qu'une demande d'actions correctives. Toutefois, la non-réalisation complète des actions correctives conduirait à la proposition de sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure - État des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : <p>Article 1^{er} - arrêté de mise en demeure du 27/11/2024 : « La société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite zone d'activités de la Croix Boiziau, rue de l'Industrie, à MONTAIGU-VENDEE, de respecter les dispositions du II de l'article 9 [...] de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé.</p> <p>Pour cela, la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE établit un état des stocks [...] comprenant les éléments mentionnés [...] au II de l'article 9 [...] de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. »</p> <p>Article 9 - arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié : « II - L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2023. »</p>
Constats : <p>I) État des stocks pour la gestion d'un événement accidentel :</p> <p><u>Faits conformes</u> : sur demande de l'inspecteur, l'exploitant a édité un état des stocks des matières entreposées. Cet état des stocks regroupe, sur sa 2^e page, les produits et matières :</p>

- d'une part, par localisation (cellules du bâtiment principal, bâtiment "colles" qui a fait l'objet d'une déclaration en 2016),
- d'autre part, par mention de dangers et rubriques ICPE.

Cet état des stocks fait l'objet de sauvegardes journalières :

- sur un site internet accessible depuis l'extérieur,
- sur des dispositifs de stockages physiques locaux (clé usb, disques amovibles),
- à distance chez un prestataire.

Une procédure d'édition de ce stock devra être faite pour préciser, en cas d'empêchement du gérant de l'établissement, les actions à réaliser pour éditer cet état.

Fait non conforme : cet état des stocks ne précise pas les matières non dangereuses combustibles (palettes).

II) Besoins d'information de la population : l'exploitant a effectué un renvoi sur le plan inséré en page 23 du porter-à-connaissance déposé en février 2025. Ce dernier rappelle, pour chaque cellule du bâtiment principal et pour le bâtiment déclaré en 2016, les quantités maximales de matières dangereuses (résines, solvants, peintures) pouvant être présentes sur le site, ainsi que les matières non dangereuses. Concernant ces dernières, il est écrit "poudres non dangereuses" ce qui est vague. Une précision (talc, sable, craie) serait bienvenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de compléter son état des stocks destiné aux pouvoirs publics par la présence des matières non dangereuses combustibles (palettes en bois vides par exemple),
- de préciser, au sein d'un mode opératoire, les actions à réaliser pour éditer cet état des stocks en l'absence du gérant,
- de préciser, au sein d'un mode opératoire, les actions à réaliser pour transmettre au préfet l'état des stocks destiné au grand public. Ce dernier, actuellement rédigé sous la forme d'un plan, pourra être modifié pour détailler la notion de "poudres non dangereuses".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise en demeure - plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Article 1^{er} - arrêté du 27/11/2024 - : « La société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite zone d'activités de la Croix Boiziau, rue de l'Industrie, à MONTAIGU-VENDÉE, de respecter les dispositions du [...] I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé.

Pour cela, la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE établit [...] un plan de défense incendie comprenant les éléments mentionnés [...] au I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. »

Article 14 - arrêté ministériel du 01/06/2015 :

« I. - Plan de défense incendie :

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et

la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ;
- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1^{er} janvier 2023.

En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.

L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :

1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;
2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;
3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;
4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;
5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;
6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;

Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

- la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;
- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;
- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;

Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :

- dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;

-dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;
-dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. »

Constats :

L'exploitant a présenté un document intitulé "Plan de défense incendie au titre de l'article 14.1 de l'AMPG du 1^{er} juin 2015 - rubrique ICPE 4331", référencé C24171540 version 0 et daté du 12 décembre 2024.

Faits conformes :

- Le document comprend l'ensemble des points listés à l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juin 2015, à l'exception du point mentionné ci-dessous ;
- Le plan de défense incendie, a été transmis au préfet par courrier daté du 3 février 2025. Il était complété, dans sa version présente dans l'établissement, par les attestations de la formation "équiper première intervention" diligentée à la totalité du personnel de l'entreprise le 3 mars 2025 par la société SAFE.

Faits non conformes :

- Les éléments mentionnés à l'avant-dernier tiret (« la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ») ne sont pas traités dans le plan ;
- L'exploitant ne démontre que partiellement l'adéquation des moyens en eau, et aucunement les moyens en émulseur, pour accomplir les opérations d'extinction :
 - i) concernant les besoins en eau : ceux-ci sont déterminés uniquement au moyen de la règle de calcul D9. Le plan fait l'hypothèse que deux poteaux incendie présents sur la voie publique à proximité de l'établissement délivrent un débit simultané de 46 m³/h et de 53 m³/h. La démonstration de ce caractère simultané devra être fournie ;
 - ii) concernant les besoins en émulseur : aucune note justificative n'est fournie quant à la nature et la quantité d'émulseurs présents sur site ainsi qu'à leur suffisance vis-à-vis des scénarios étudiés.

D'une manière plus générale, le plan de défense incendie n'identifie pas les travaux et modifications estimés comme nécessaire à compter du 1^{er} janvier 2027.

En effet, il est rappelé que les dispositions imposant le plan de défense incendie résultent de l'annexe X de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 : elles se substituent aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2008. Le tableau de cette annexe X précise : « Le plan défense incendie est établi au plus tard au 1^{er} janvier 2024 pour répondre aux dispositions du 14. I. Les travaux et modifications identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2027. » Ce tableau précise également que « Les dispositions du 14.III s'appliquent au 1^{er} janvier 2027 ». Parmi ces dernières, les dispositions du 14.III.B précisent que « la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent les exigences fixées à l'annexe II ». Il résulte de ces dispositions combinées que la stratégie incendie, qui est intégrée au plan de défense incendie, doit justifier du respect de cette annexe II.

Autre remarque :

Le plan de défense incendie comporte, en page 24, un plan du bâtiment localisant les robinets d'incendie armés. Compte tenu de la couleur utilisée pour les cellules NEF I à NEF III (orange foncé) et de la petitesse de ce plan sur la version imprimée, la localisation de ces RIA n'apparaît pas clairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de compléter son plan de défense incendie en y intégrant la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre, y compris le débit simultané des poteaux incendie situés sur la voie publique ;

- d'identifier, le cas échéant, les travaux et modifications identifiés comme nécessaires et devant être réalisés avant le 1^{er} janvier 2027. Pour cela, l'exploitant devra prendre en compte les dispositions du 14.III de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 – rendues applicables aux installations soumises aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2008 en application de son annexe X – notamment celles de son annexe II.

L'exploitant pourra également améliorer la lisibilité du plan de localisation des RIA de son plan de défense incendie (couleur différente, plan agrandi...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Astreinte administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2024, article 1

Thème(s) : Autre, Astreinte administrative

Prescription contrôlée :

Article 1^{er} - arrêté portant astreinte administrative du 27/11/2024 : « La société ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE, exploitant des installations situées rue de l'industrie, zone d'activité de la Croix Boiziau, à Montaigu-Vendée est rendue redevable d'une astreinte journalière de cent euros (100 €) jusqu'à satisfaction de l'article 1 de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé. Cette astreinte prend effet dès notification à l'exploitant du présent arrêté. »

Article 1^{er} - arrêté de mise en demeure du 28/07/2023 : «

La société LES EMAUX DE L'ATLANTIQUE, dont le siège social est situé rue du Lac à MONTAIGU-VENDÉE est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite rue de l'industrie :

- **dans un délai inférieur à six mois à compter de la notification du présent arrêté**, de procéder à la régularisation de l'augmentation des activités au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées et de l'extension du site objet de l'arrêté préfectoral du 12 février 2001 :
 - soit en déposant un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement, relatif :
 - à l'augmentation d'activité au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées ;
 - à l'extension du site objet de l'arrêté préfectoral du 12 février 2001 avec l'ensemble des éléments d'appréciations (étude des flux thermiques ; impacts ; analyse de la conformité aux dispositions opposables...) ;
 - soit en cessant les activités liées aux modifications irrégulières (augmentation de la capacité de stockage de liquides inflammables et extension du site autorisé par arrêté préfectoral de 2001 au travers des activités exercées sur le site déclaré) ;

»

Constats :

L'exploitant a adressé au préfet de la Vendée un document intitulé « Porter à connaissance au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement - Régularisation de la situation administrative » V1 daté de décembre 2024. Ce document a été reçu par la préfecture le 11 février 2025.

Selon ce document :

- l'exploitant renonce à toute augmentation des capacités de stockage de son établissement classé à enregistrement ;

- « la clôture entre les deux sites des Emaux de l'Atlantique avait été initialement retirée, car la société souhaitait intégrer la parcelle voisine dans son arrêté préfectoral. Cependant, les deux sites conserveront finalement leur entité propre. C'est pourquoi, la clôture a été de nouveau remise entre ces sites (09/12/2024), délimitant ainsi les deux périmètres ICPE. »

Il résulte de ce document que l'exploitant a choisi de régulariser l'augmentation de l'activité constatée lors de la visite du 25 avril 2023 en appliquant la proposition alternative de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 28 juillet 2023.

La conformité vis-à-vis de cet arrêté ainsi que la détermination de l'application de l'arrêté du 27 novembre 2024 fixant une astreinte administrative doivent donc s'apprécier au regard de cette alternative.

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks à la date de l'inspection (cf. point de contrôle n° 1 ci-dessus). Selon cet état des stocks, la quantité de liquides inflammables classables sous la rubrique 4331-2 était inférieure à 200 t (187 t) pour le site soumis à enregistrement et nulle pour le site déclaré en 2016. L'inspecteur a également consulté des états des stocks antérieurs. L'état des stocks le plus ancien présenté par l'exploitant, dont les quantités de liquides inflammables classables sous la rubrique 4331-2 étaient inférieures aux seuils rappelés ci-dessus, date du 20 janvier 2025 (respectivement 189,6 t et 3 t).

L'inspecteur a également constaté que des clôtures isolaient chacun des deux sites (ces clôtures sont toutefois manœuvrables pour pouvoir faire en sorte que les services de secours fassent le tour du bâtiment principal).

Conclusion : il peut être considéré que l'exploitant a régularisé son activité en se remettant dans la configuration connue du préfet (site soumis à enregistrement ne dépassant pas 200 t de liquides inflammables classés sous la rubrique 4331-2 et site soumis à déclaration pour un tonnage ne dépassant pas 80 t). Concernant la date de régularisation, elle peut-être fixée au 20 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 4 : Mise en demeure 2023 - aménagement de dispositifs de confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement de dispositifs de confinement

Prescription contrôlée :

Article 3 - arrêté de mise en demeure du 28/07/2023 : « La société LES EMAUX DE L'ATLANTIQUE est mise en demeure :

[...]

- sous un délai inférieur à douze mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 12 février en procédant à l'aménagement de dispositifs de confinement permettant de contenir les eaux d'extinction lors d'un incendie sur la base d'une durée de 2 heures. »

Article 4.2.2 - arrêté préfectoral du 12 février 2001 modifié : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

En particulier, les ateliers de production sont construits pour former une rétention des eaux

d'extinction lors d'un incendie sur la base d'une durée minimale de 2 heures. »

Constats :

L'inspection réalisée le 25 avril 2023 avait mis en évidence que la rétention interne aux cellules NEF I à NEF III était réalisée par un seuil de 8 cm de haut, permettant une capacité de confinement de 173 m³. Cette capacité était inférieure à celle, minimale, exigée par l'application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 février 2001 modifié (240 m³).

Lors de la présente visite, des travaux étaient en cours pour créer une rétention externe de 300 m³ située sur la parcelle abritant l'installation à déclaration. Toutefois, celle-ci n'était pas opérationnelle. En outre, l'inspection n'a pas pu consulter les plans des réseaux projetés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra se remettre en conformité dans les meilleurs délais.

L'attention de l'exploitant est appelée sur le fait que le volume de 240 m³ correspond au volume des ressources en eau pour éteindre un incendie mentionné à l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2001 : il s'agit d'un volume minimal.

L'attention de l'exploitant est de ce fait appelée sur les dispositions de l'article 22.VI de l'arrêté du 1^{er} juin 2015. Ces dispositions, rendues applicables aux installations soumises à enregistrement par l'application de l'annexe X de l'arrêté du 1^{er} juin 2015, ont une échéance de mise en conformité au 1^{er} janvier 2027. L'exploitant a donc intérêt à prendre en compte doré-et-déjà ces exigences dans la mise en œuvre de sa rétention déportée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective